

M. Regier: ...depuis de longues années. Personne n'ignore que notre économie va s'affaissant. C'est avec intérêt que j'ai lu dans les journaux d'hier que le président de la Chambre de commerce du Canada nous conseille de retrousser nos manches car, dit-il, si nous ne faisons rien, l'hiver prochain sera pire que le dernier pour des millions de Canadiens.

L'hon. M. Walker: Pourquoi?

M. Regier: Parce que...

L'hon. M. Martin: Le chômage va augmenter.

M. Regier: Comme le dit le savant député d'Essex-Est, parce que le chômage va augmenter; en outre, tous les économistes dont j'ai lu les articles prédisent que la relance actuelle, que je reconnais, va faire place à un fléchissement à la fin d'octobre ou au commencement de novembre.

L'hon. M. Walker: C'est ce que vous souhaitez.

M. Regier: Non, je ne le souhaite pas.

L'hon. M. Walker: Honni soit qui mal y pense. Vous êtes aussi ignorant que la mule à Patrick.

M. Regier: Le seul but de mon discours est d'aiguillonner le gouvernement vers une action propre à assurer à notre économie un élan qui se continuera tout l'hiver prochain et pendant les années à venir.

L'hon. M. Walker: C'est une bonne chose qu'il n'y en ait pas plus comme vous ici.

M. Benidickson: En 1959 et en 1960, le ministre des Finances a renversé des décisions du ministre.

M. Regier: De toute façon, les mesures prises jusqu'ici par le gouvernement, je le crains fort, nous révèlent qu'elles ne seront nullement responsables d'une reprise de l'économie...

L'hon. M. Walker: Avez-vous consulté votre adjoint, le député d'Essex-Est?

M. Regier: ...mais plutôt que les prévisions de ces économistes se révéleront exactes...

L'hon. M. Walker: Sottises!

M. Regier: ...et que l'hiver prochain sera encore pire que l'hiver dernier. J'ai déjà cité un discours prononcé il y a quelques jours à peine par le président de la Chambre de commerce du Canada. Notre économie fléchit. Toutes les entreprises commerciales canadiennes le savent et le manque de confiance dans notre gouvernement...

M. le président suppléant (M. McCleave): A l'ordre! On dirait que plusieurs autres

[M. Nesbitt.]

débats se déroulent pendant le discours du député de Burnaby-Coquitlam.

M. Webb: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Ai-je bien compris? Le député de Burnaby-Coquitlam a-t-il dit que ce sont les communistes qui font cette proposition?

M. le président suppléant (M. McCleave): A l'ordre! Les propos de l'honorable député de Hastings-Frontenac n'indiquent pas qu'il y ait motif à invoquer le Règlement.

M. Regier: Je désire signaler à l'honorable député qui vient de formuler une objection qu'il y a une bien grande différence entre les économistes et les communistes, mais peut-être ne voit-il pas cette différence entre ces deux catégories de gens. Nous soutenons que non seulement notre économie s'est affaïssée, mais que les politiques fiscales du gouvernement sont—je ne puis trouver meilleure expression— simplement stupides.

L'hon. M. Walker: Qu'avez-vous dit?

M. Regier: S-t-u-p-i-d-e-s, simplement stupides. Voilà une très bonne description des politiques du présent gouvernement.

L'hon. M. Walker: Que représente donc votre cravate, fiston?

M. Regier: Ma cravate est rouge et j'espère qu'elle restera rouge ma vie durant. Le rouge est la couleur de la réforme, la couleur de la révolte.

M. Benidickson: Du libéralisme.

L'hon. M. Martin: La couleur du parti libéral.

M. Regier: J'espère que jamais je ne porterai de cravate bleue, couleur qui signifie inaction et laissez-faire.

L'hon. M. Walker: Votre adjoint d'Essex-Est est de votre avis.

M. Regier: Je dis que les politiques fiscales du gouvernement sont simplement stupides. Le présent gouvernement comme l'autruche, s'enfouit la tête dans le sable en ce qui concerne les politiques relatives au commerce extérieur.

L'hon. M. Walker: Qu'avez-vous dit?

M. Regier: Ils parcourent le monde avec un gros bâton sur l'épaule. Ils essaient maintenant d'effrayer le gouvernement du Royaume-Uni. Je remarque que leur suppôt, le *Journal d'Ottawa* avait un éditorial l'autre jour dans lequel il priait le gouvernement d'avoir recours aux plus forts arguments avec le Royaume-Uni...

L'hon. M. Walker: Je voudrais qu'on l'emploie à votre égard.